

Anil Agarwal et Sunita Narain

L'effet de serre dans un monde inégal, un exemple de colonialisme environnemental

Anil Agarwal, scientifique indien de réputation mondiale, dirige le centre de ce pays pour la science et l'environnement (CSE). Dans ce texte traduit de l'anglais qui date de 1991 et écrit avec un de ses collaborateurs, il met en garde le tiers monde à l'heure des grandes négociations internationales sur la façon dont les Etats-Unis et les pays occidentaux les envisagent. Nous en publions les principaux extraits.

L'idée selon laquelle des pays en voie de développement comme l'Inde ou la Chine devraient partager la faute en matière de réchauffement de la planète est développée dans une étude récente réalisée aux Etats-Unis par l'Institut des ressources mondiales (WRI). Cette idée me semble un exemple de colonialisme environnemental.

Le rapport en question est entièrement consacré à la mise en accusation des pays en voie de développement considérés comme co-responsables de l'effet de serre. L'effet de serre est un phénomène qui pourrait en effet conduire à des déséquilibres majeurs en matière de climats, à l'assèchement d'immenses territoires, la fonte des glaces pouvant par ailleurs provoquer une montée des eaux qui ferait disparaître des îles comme les Maldives mais aussi une bonne partie des côtes de l'Inde ou du Bangla-Desh.

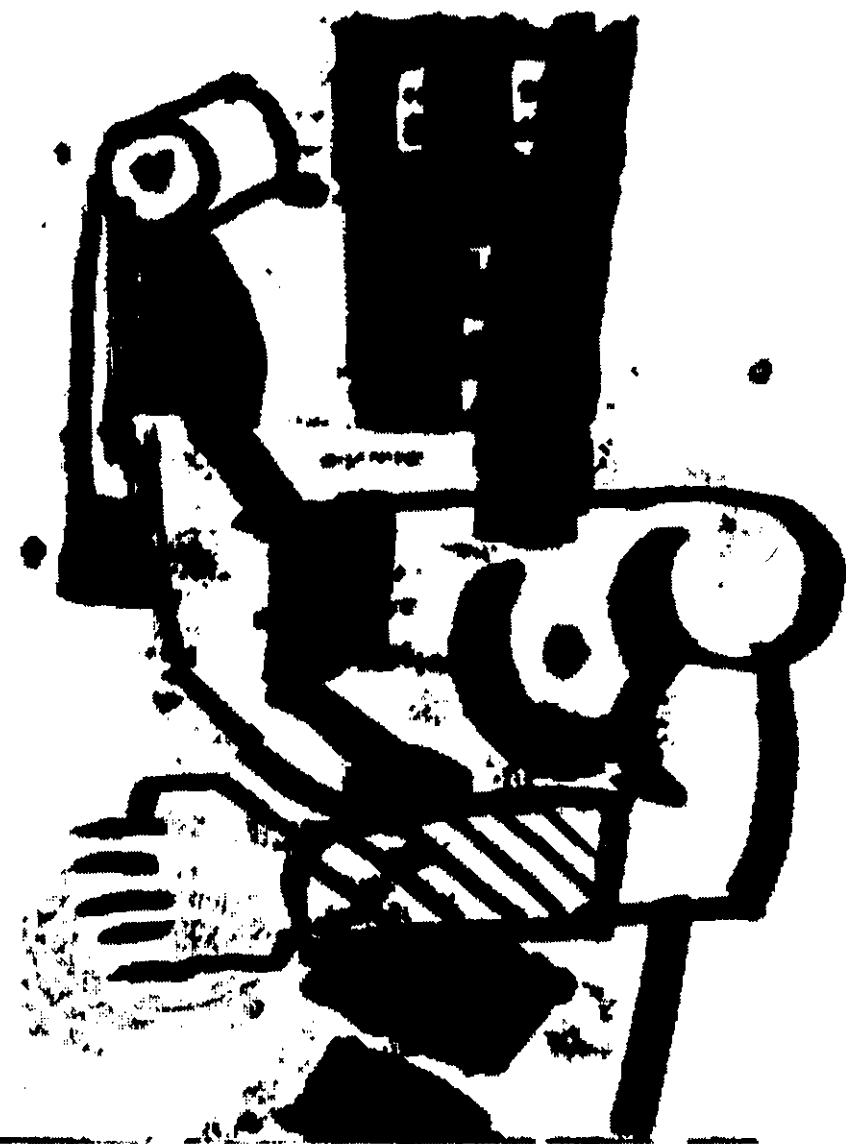
Le but de ce rapport est surtout de préparer à sa manière les négociations internationales sur le problème des climats. Le gouvernement US s'en servira à l'appui de ses thèses qui consistent à considérer qu'il ne lui revient pas de payer pour les dégâts écologiques.

Le gouvernement américain n'a par exemple consenti à participer au financement d'un fonds de l'ozone décidé à la conférence de Londres que sous la forte pression des pays scandinaves.

De nombreux pays du tiers monde craignent que la conférence à venir sur les climats ait surtout pour conséquence de handicaper leur développement en limitant leur capacité à produire de l'énergie particulièrement à partir du charbon (qui est responsable de la production de l'oxyde de carbone) en limitant aussi leur culture du riz et leur élevage (activités qui produisent du méthane).

Comment pourrions-nous envisager quelque sorte que ce soit de régulation dans un monde aussi fortement divisé entre riches et pauvres, puissants et impuissants. Combien faut-il d'Indiens ou d'Africains pour égaler un Américain en termes de destruction des ressources globales de la planète.

Voici en fait une excellente opportunité de donner un sens au concept d'unicité du monde et d'interdépendance. Nous avons espéré que les écologistes occidentaux pourraient saisir cette opportunité pour forcer leurs pays à des prises de conscience. Hélas, au lieu de placer les projecteurs sur les pays pauvres et la faiblesse de leurs ressources, nous assistons à une montée d'hystérie sur le prétendu accroissement de leur rôle dans la pollution. Par exemple dans les négociations pour réduire la production de gaz destructeurs de l'ozone on nous explique aujourd'hui que l'Inde et la Chine repré-



sentent une menace majeure pour la survie de l'humanité alors qu'elles ne fabriquent ensemble que 2% des produits chimiques nuisibles à l'ozone. Quant au rêve de chaque Chinois d'acquérir un réfrigérateur, il est décrit comme un cataclysme.

Le World Watch Institute basé à Washington affirme dans un texte récent : « Reste une question extrêmement difficile qui consiste à savoir si les émissions de gaz carbonique doivent être aussi limitées dans les pays en voie de développement et dans ce cas à quel niveau. C'est un fait d'évidence que la planète ne sera jamais capable de supporter 10 milliards d'individus émettant du gaz carbonique au niveau actuel des pays d'Europe de l'Ouest. »

Gus Speth, président du WRI, dans un article pour « Environment magazine », va plus loin : « La déforestation et les autres utilisations de la terre modifient désormais d'environ un tiers la dioxyde de carbone produite par l'activité humaine et d'une proportion importante la production de méthane. Si la Chine et l'Inde à elles seules augmentaient leurs émissions de gaz à effet de serre au taux moyen mondial par tête, le total mondial s'accroîtrait de 28%. Si ces deux pays rattrapaient la moyenne de la France par tête, on parviendrait à une augmentation de 68%. » Et Speth de conclure : « Les pays en voie de développement attendent des pays développés qu'ils prennent les premiers des mesures vigoureuses contre le réchauffement de la planète. Ces nations en voie de développement concluent avec raison que les nations industrielles sont largement responsables du problème et que ce sont elles qui ont le plus de ressources pour agir à ce sujet. Mais pousser ces arguments trop loin conduirait à une impasse tragique. »

On insiste donc en permanence sur le fait que les efforts de l'Ouest pour combattre la pollution et le réchauffement pourraient être torpillés par un accroissement du brûlage du charbon dans le tiers monde. Pourquoi, nous dit-on, devrions-nous faire un effort si à votre tour vous allez demander des voitures, de l'électricité et des réfrigérateurs ?

Chine+Inde=plus du tiers de la population mondiale

Récemment la direction du groupe environnement de l'Agence internationale de l'énergie basée à Bruxelles, une agence qui surveille les intérêts énergétiques des pays riches – a déclaré à la presse que le charbon utilisé dans les pays en voie de développement pourrait avoir de graves conséquences écologiques.

Comment ne pas considérer de telles déclarations désormais courantes en Occident comme irresponsables et hautement partisans ? Elles constituent un type de prêche très particulier qui aboutit à blâmer les victimes. Alors que la moindre décence serait de reconnaître que l'Ouest doit d'abord mettre de l'ordre dans sa propre maison.

Or au même moment ces nations occidentales n'envisagent que de stabiliser ou de réduire de façon marginale leur propre consommation d'énergie. Les Etats-Unis vont même jusqu'à rejeter la discussion sur la stabilisation de leur consommation et le président Bush présente le réchauffement de la planète comme un mythe. Pourtant, se contenter d'une stabilisation de la consommation d'énergie aboutirait au maintien de l'immense inégalité entre pays riches et pays pauvres. Est-ce que cela signifie que les pays en voie de développement seront « autorisés » à rat-

traper ces mêmes niveaux de consommation ou bien notre quota sur l'atmosphère est-il épuisé ? La Chine et l'Inde dépassent à elles deux le tiers de la population mondiale. La question qu'il faut se poser est si nous consommons le tiers des ressources mondiales et si nous contribuons pour un tiers à la pollution de l'atmosphère et des océans. Si ce n'est pas le cas, ces deux pays devraient être loués pour leur contribution à l'équilibre écologique du fait de leur consommation économe alors que les pays occidentaux pillent et abiment les ressources mondiales.

Le Projet international pour une énergie soutenable (IPSEP) basé en Californie dans son rapport a mis en garde contre les tendances au colonialisme environnemental. Ce rapport a été qualifié par le magazine britannique « New scientist » comme proposant la première formule détaillée de réduction des émanations de dioxyde de carbone d'ici à 2005. Il argumente pour une substantielle et urgente réduction des émissions venant des pays développés qui quels que soient les méthodes de calcul utilisées ont déjà chacun dépassé leur quota autorisé jusqu'à 2100. Ceux qui ne sont pas encore à ce niveau le seront en 1997.

La façon dont le débat sur le réchauffement est construit ne fait qu'aggraver la division Nord-Sud. Puisque l'on parle de futur commun, il est temps pour le tiers monde de demander « Quelles générations futures cherchons-nous à protéger ? Seulement celles de l'Occident ou aussi celles du tiers monde ? »

Des calculs faux et préjudiciables

Le WRI (Institut mondial des ressources) renforce cette division. Ainsi les critères retenus par celui-ci pour calculer la quantité de dioxyde de carbone et de méthane produite par chaque pays est extrêmement sujette à caution. Un fort accent est mis sur la production due à la déforestation et à la production de méthane par les rizières. Ainsi la part des pays en voie de développement dans l'effet de serre est gonflée et celle des pays développés minorée.

Le Brésil est par exemple le cas typique où la déforestation a été surestimée. Si l'apogée de celle-ci s'est située en 1987, de nombreuses sources brésiliennes indiquent que depuis lors elle s'est substantiellement réduite. En tous cas la moyenne des émissions de dioxyde de carbone dans les années 80 est nettement inférieure à celle mise en avant par le WRI dans ses calculs. De la même façon en Inde le taux de déforestation était dans les années 70 de 1,5 million d'hectares par an. C'est nettement moins aujourd'hui ou c'est ce chiffre qui est utilisé par le WRI comme moyenne annuelle des années 80.

En fait le service indien de surveillance des forêts se base sur des images satellites prises entre 81-83 puis 85-87 pour montrer que le déficit forestier n'est plus que de 47 500 hectares par an. C'est encore trop selon les écologistes indiens, il reste que même si on multiplie ce chiffre par 10, on est encore loin de ceux du WRI. L'information du public, une législation relativement stricte et un ensemble d'autres mesures se sont révélées efficaces dans la lutte contre la déforestation dans notre pays même s'il reste encore beaucoup à faire.

La surestimation est vraie aussi pour d'autres pays comme le Myanmar (Ex Birmanie) où les chiffres du WRI représentent 5,45 fois plus que ceux établis par la FAO en 1980. Pour ce qui concerne l'Indonésie on s'est basé sur un article de la revue de la Banque mondiale qui dépasse de 50 fois l'estimation

de la FAO. S'agissant de la déforestation aux Etats-Unis, son taux est estimé à zéro par le WRI. Ce chiffre vient du département d'Etat à l'agriculture. En réalité, les effets des pluies acides qui ont détruit de vastes zones de forêts en Amérique du Nord et en Europe ne sont pas prises en compte alors que des rapports antérieurs du WRI lui-même avaient estimés comme importants les dégâts pour ces forêts. Une estimation faite en 1986 indiquait que plus du cinquième des zones forestières en Europe avait été endommagé par les pluies acides. Ceci ajouté aux forêts nord-américaines représente près de 10% de l'ensemble des zones forestières non tropicales. Cela ne peut donc qu'avoir des effets sur les climats. Un scientifique de l'Ouest a calculé que 10% des forêts tempérées endommagées par des pluies acides aurait autant d'effet que 35 milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère. Cela équivaut à l'utilisation pendant sept ans des matières fossiles au taux actuel de consommation.

Il reste que le déficit forestier dans le monde est encore assez modeste et qu'il est difficile de l'utiliser pour quel calcul que ce soit des émissions de carbone au même niveau de précision que celui permis par les matières fossiles.

Pour ce qui est du méthane, cela soulève d'abord des problèmes de justice et de morale. Peut-on vraiment mettre sur le même plan les échappements de gaz dus aux automobiles des pays développés avec les émissions de méthane dues au tiers monde à cause de son bétail d'élevage ou de la culture de riz? Est-ce que ces peuples n'ont pas le droit de vivre? Mais rien dans le rapport du WRI ne sépare les émissions de simple subsistance de celles souvent superflues des riches. Ne voit-on pas la mascarade que représente dans ces conditions la mise en avant du thème «Un seul monde» ou «Un internationalisme hautement réfléchi».

Le calcul des faux d'émission

Dans l'idéal, l'approche qui devrait être utilisée pour envisager le budget d'émissions de gaz à effet de serre autorisé pour chaque pays devait prendre en compte les sources d'émission de chacun ainsi que les remparts naturels que sont les forêts et la végétation. Cet exercice permettrait d'une part de connaître les véritables émissions de chaque nation et ensuite permettrait de partager équitablement, de répartir les droits à l'émission en considérant les ressources d'auto-épurations terrestres et troposphériques comme un bien commun de l'humanité. C'est dans ce cas seulement qu'on pourrait faire des calculs exacts. Rien de tel bien sûr dans les attendus du WRI.

L'environnement terrestre a une considérable capacité à absorber les nuisances. L'océan est un important rempart pour absorber le dioxyde de carbone produit par les activités humaines. Selon les estimations de l'organisme intergouvernemental d'étude des changements climatiques, l'océan a absorbé pendant la décennie 80 de la dioxyde de carbone à un taux qui va de 1 200 à 2 800 tonnes par an en équivalent charbon. Il pourrait aussi exister des ressources d'auto-épuration terrestres mais le savoir scientifique est encore incertain à ce sujet. En tout état de cause tous les modèles étudiés de par le monde mettent en avant s'agissant des émanations de carbone un déficit de capacités d'auto-épuration. On en conclurait donc le taux d'accumulation de

dioxyde de carbone émis par des activités humaines devrait être égal au total absorbé par les océans. Pourtant bien que les taux d'émissions auxquels on peut s'attendre soient supérieures aux actuels, d'importantes possibilités supplémentaires de nettoyage de l'atmosphère semblent exister. On pense de plus en plus que d'autres processus naturels comme la végétation et le sol pourraient s'y ajouter. Des modèles prévisionnels envisagent même que ces ressources d'épuration par la terre soient supérieures à celles des océans. Mais il reste une grande part d'inconnu.

Les ressources d'épuration du méthane sont aussi substantielles. Le méthane provoque une réaction chimique dans la troposphère qui le transforme. Cette réaction permet une capacité d'épuration de 400 à 600 millions de tonnes par an.

Le WRI ment donc sur la capacité de la terre à nettoyer les deux gaz, le carbone et le méthane, issus de l'activité rurale. Selon le WRI, le monde produit chaque année 31,1 millions de tonnes de dioxyde de carbone et 255 millions de tonnes de méthane. Mais en réalité l'augmentation des résidus dans l'atmosphère chaque année se limite à 13,6 millions de tonnes de dioxyde de carbone et 43 millions de tonnes de méthane. Cela signifie que les océans et la végétation absorbent chaque année 17,5 millions de tonnes de dioxyde et 212 millions de tonnes de méthane. Le réchauffement de la planète est donc dû à ce seul surplus qui dépasse les capacités d'auto-nettoyage du système écologique de la terre.

Le rapport du WRI ne fait pas la distinction entre les pays qui ont déjà mangé leur capital écologique en dépassant les capacités d'épuration mondiales et ceux qui n'excèdent pas ces capacités de nettoyage. Ainsi l'Inde a été présentée comme le cinquième pollueur mondial. En réalité relativement à sa population (16,2% en 1990) sa production de dioxyde de carbone représente 6% et celle de méthane 14,4% de ce qui est absorbable par le système écologique... Comment pourrait-on la mettre en accusation? En fait l'Inde pourrait encore doubler ses émissions de dioxyde de carbone sans être responsable de la mise en danger du climat mondial. Et si elle contrôle sa déforestation elle pourrait même augmenter ses émissions à partir de matières fossiles de plusieurs fois.

A l'inverse, les Etats-Unis, avec seulement 4,73% de la population mondiale, émettent 26% du dioxyde de carbone et 20% du méthane absorbé chaque année. Cela est hors de proportion avec leur population et leur part d'utilisation des capacités d'épuration. C'est aussi le cas du Japon et d'autres pays développés. Ce sont eux les responsables de l'accumulation dans l'atmosphère de gaz non absorbé. De plus ces pays émettent de larges quantités d'autres gaz qui eux ne sont pas absorbés comme le CFC5 car ils ne possèdent pas d'antidote dans l'atmosphère. Les écologistes devraient proposer que la production de gaz non absorbables ne soit pas autorisée et qu'en tout état de cause ils soient ajoutés au calcul du total des émissions de chaque pays.

Au contraire le rapport du WRI ne prend pas cela en compte. En d'autres termes, selon ce rapport, dès lors que l'Inde produit 12% du méthane dans le monde, elle doit être tenue pour responsable de 12% de ce qui demeure dans l'atmosphère.

Le résultat évident de cette technique de calcul est de réduire considérablement la part réelle de responsabilité des USA et du Japon. Curieuse façon de tirer les leçons de l'existence d'un monde interdépendant

où chaque homme devrait être considéré comme l'égal des autres hommes. Le problème est bien pourtant que ce rapport anti-tiers monde a été préparé en collaboration avec des agences des Nations Unies notamment l'UNEP (United Nations Environment Programme) l'UNDP (United Nations Development Programme).

Il est également préoccupant que le ministère indien de l'Environnement n'ait pas encore réagi à ce rapport. Garder le silence, c'est approuver un sabotage des positions du pays et du tiers monde en général sur une question cruciale. Pire, cela ne semble pas une question qui préoccupe beaucoup les hommes politiques.

Partager un avenir commun

Comment pourrions-nous donc calculer la part de responsabilité de chaque pays dans l'accumulation des gaz dans l'atmosphère?

Il est évident que le concept de développement soutenable exige que l'humanité ne produise pas plus de dioxyde de carbone et de méthane que ce qui est absorbable. Mais la vraie question est comment répartir ce bien commun qu'est la capacité d'épuration entre les peuples du monde?

Plusieurs études sur le réchauffement de la planète ont avancé l'idée, et nous faisons de même, que dans un monde qui aspire à des idéaux aussi nobles que la justice, l'égalité, la compatibilité écologique, cet avenir commun vital devrait être partagé de façon équitable sur la base d'un calcul par tête.

A partir de ces principes le CSE (Centre pour la science et l'environnement) a adopté la méthodologie suivante:

1. Les capacités d'épuration pour le dioxyde de carbone et le méthane sont allouées à chaque nation sur la base de sa population. Ces quantités constituent donc le total des émissions autorisées à chaque pays. Comme il n'existe pas de capacité d'épuration pour le CFC5, on ne calcule pas de taux autorisés le concernant;
2. Le total des émissions de dioxyde de carbone et méthane de chaque pays (sur les bases calculées par le WRI) doivent être comparées avec le taux acceptable d'émissions (calculé par le CSE);
3. Les droits à l'émission non utilisés par certains pays comme l'Inde ou la Chine sont échangeables avec les pays en excédent sur la base de leur population;
4. Les droits à l'émission échangés par les pays à bas niveau sont retranchés du total de l'excédent des pays qui dépassent leur plafond;
5. On obtient le total des émissions de gaz à effet de serre en ajoutant les émissions nettes de dioxyde de carbone et de méthane (tels que calculés par le CSE) au total des émissions de CFC5 (donné par le WRI).

Parmi les pays développés, deux seulement – l'Albanie et le Portugal – ne dépassent pas leurs limites pour le dioxyde de carbone. Pour le méthane 13 pays développés sont dans ce cas. Les pays industrialisés pris ensemble dépassent leurs quotas autorisés de dioxyde de carbone de 2839 millions de tonnes en équivalent charbon, cela représente 58% des excédents d'émission de ce gaz. Les pays en voie de développement laissent eux une réserve d'environ 1459 millions de tonnes en équivalent charbon qui pourrait figurer dans leurs quotas mais qu'ils n'utilisent pas. Sur cette réserve, l'Inde, la Chine et le Pakistan à eux seuls fournissent 1015 millions de tonnes en équivalent charbon.

Le CSE a sur la base de tous ces calculs dressé la liste des pays dont les émissions menacent réellement le devenir de l'humanité. Les résultats de cet exercice sont accablants pour les Etats-Unis qui passent de 1000 tonnes en équivalent charbon selon les chiffres du WRI à 1532 millions de tonnes selon les nôtres et dont les émissions ne cessent d'augmenter alors que celles du Japon, de l'Allemagne et du Royaume-Uni sont en chiffres relatifs en diminution. De même pour la France et l'Italie qui n'appartiennent plus au groupe des 15 pays les plus pollués en dioxyde de carbone et méthane. Par contre l'Australie est entrée dans ce club car avec seulement 0,3% de la population mondiale, elle contribue pour 1% des émissions nettes de dioxyde de carbone et 7% de celles de méthane. L'Australie est un pays qui en 200 ans d'existence a détruit la moitié de ses zones forestières ou boisées. Deux pays, les USA et l'ex-URSS avec environ 10% de la population mondiale sont responsables d'environ 40% des émissions nettes de dioxyde de carbone. A nouveau deux pays les USA et le Canada réalisent ensemble les deux tiers des émissions nettes de méthane.

Si on prend la liste des 15 pays dressée au contraire par le WRI on s'aperçoit avec notre mode de calcul que l'Inde, la Chine, le Mexique et l'Indonésie doivent en disparaître. L'Inde et la Chine selon les calculs du CSE ne comptent plus ensemble que pour 0,5% des émissions nettes dans l'atmosphère alors que le WRI leur en attribue environ 10%. De la même façon les contributions du Mexique et de l'Indonésie chutent respectivement de 78 et 140 à 9,1 et 9,5 millions de tonnes en équivalent charbon. En définitive si on calcule en termes d'émission nette un Américain=8150 Indiens.

Il est vrai que selon nos calculs la part de responsabilité de pays en voie de développement ne disparaît pas totalement. C'est essentiellement de la responsabilité du Brésil qui a lui seul assume près de la moitié des émissions nettes du tiers monde. Néanmoins la part des pays industrialisés monte de 53% selon le WRI à 67% selon le CSE. On peut d'ailleurs penser que lorsque la prise en compte des nouveaux taux de déforestation du Brésil sera faite la contribution totale du tiers monde tombera au cinquième du total.

Emissions échangeables

Dans l'optique de trouver un tarif utilisable pour les échanges entre pays qui n'utilisent pas leur quota et pays excédentaires, le CSE propose un système susceptible d'amener une certaine rationalité. Dans toutes les économies de marché, les économistes qui travaillent sur le contrôle des pollutions envisagent le principe de quotas échangeables d'émissions... Cela permettrait aux pays faiblement pollués de garder un faible taux tout en y trouvant un intérêt et par ailleurs aux pays hautement pollués de devoir compter avec une dissuasion financière. En d'autres termes, ce dont le monde a besoin c'est d'un système qui pousse l'Inde à maintenir ses émissions à un niveau relativement bas et les USA à réduire rapidement les siennes.

Le CSE propose donc que tous les pays disposent d'un quota échangeable en proportion de leur population et que le total de ces quotas soit égal aux ressources naturelles d'auto-épuration.

La quantité non utilisée par certains pays peut donc être vendue à condition de fixer un tarif unique pour tous.

Il faudrait bien sûr que tout ce qui dépasse les taux d'auto-épuration naturelle globaux soit aussi facturé et versé à un Fonds mondial de protection des climats. Ce Fonds pourrait être utilisé pour aider les pays concernés par la déstabilisation climatique et pour développer les technologies susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces technologies seraient au service de toute l'humanité.

A quel tarif fixer les échanges possibles? L'IPSEP, institut qui travaille pour le gouvernement néerlandais, suggère un prix de 15 \$ par tonne de carbone émis dans l'atmosphère. Utilisant ces mêmes bases, le CSE a calculé que l'Inde pourrait ainsi bénéficier d'une somme de 8,3 milliards de \$ par an alors que les USA devraient déboursier 6,3 milliards de \$. Vingt pays en voie de développement recevraient pris ensemble environ 30 milliards de \$. La Chine 11,3 milliards, le Pakistan 2,08 milliards, le Nigéria 1,45 milliard et le Bangla-Desh 1,06 milliard.

Pour les émissions non autorisées on pourrait placer le barème à 25 \$ par tonne. Ainsi le Fonds de protection des climats pourrait bénéficier de 90 milliards par an à partir des contributions des pays développés et des pays riches producteurs de pétrole comme l'Arabie saoudite. Les USA en tous cas devraient 38,6 milliards de \$ par an à ce Fonds.

... Par ailleurs le rapport de l'IPSEP conclut que l'appel lancé en 1988 par la Conférence mondiale de Toronto sur les changements dans l'atmosphère, à réduire les émissions de dioxyde de carbone de 20% d'ici à l'an 2005 «devrait être compris comme un objectif pour les pays industrialisés». D'ici à 2015 ils devraient réduire les émissions de 50% et d'ici à 2030 de 75%.

Tout en faisant siennes les conclusions de l'IPSEP, le CSE voudrait souligner que cela ne signifie pas que les pays en voie de développement ne doivent pas faire d'efforts. La déforestation devrait être définitivement contrôlée. Comme groupe de pression écologiste, le CSE pense qu'il y a une série de raisons comme la pauvreté, l'injustice et l'inégalité qui exigent que les gouvernements des pays du tiers monde prennent l'initiative de stratégies environnementales et de développement harmonieuses grâce auxquelles chacun aura accès également aux précieuses ressources environnementales nécessaires à la survie. Mais il pense aussi qu'il est immoral de la part des pays développés de prêcher la contrainte et les sacrifices aux pays sous-développés.

La façon dont le rapport du WRI a été mis en avant dans le monde entier soulève de sérieuses questions quant au rôle des grands médias occidentaux. Il est étrange que le rapport de l'IPSEP n'ait connu aucune publicité du même type alors qu'elle a été réalisée par des spécialistes très connus des problèmes de l'énergie. Son auteur principal étant Florentin Krause qui travaille au laboratoire Lawrence Berkeley aux Etats-Unis ainsi que Wilfrid Bach, un climatologue qui est membre de la commission spéciale du Parlement allemand. L'effet médiatique du rapport du WRI a été tel que plusieurs commentateurs indiens et même des écologistes l'ont accepté sans poser de questions et ont appelé le peuple indien à accepter de partager le blâme.

Cet épisode met aussi en valeur le fait que les nations du tiers monde devraient poursuivre leurs propres recherches sur ces questions cruciales. Elles ne peuvent dépendre exclusivement d'institutions occidentales pour avoir une vraie représentation de la situation et préserver leurs intérêts. La façon dont les émissions de plusieurs pays développés ont été

calculées est elle-même sujette à caution. Il est vital et urgent qu'un système de calcul de la déforestation annuelle à l'échelon global et national soit mis en place.

Par-dessus tout, le tiers monde a besoin de dirigeants plus avertis de ces problèmes. Pour la première fois, le monde occidental et ses mouvements écologistes avancent l'idée que le monde doit être géré comme une entité. Mais les hommes politiques occidentaux qui parlent ainsi ne portent aucune attention aux travaux effectués dans le tiers monde. L'Occident n'a jamais été préparé à payer le prix écologique des marchandises qu'il consomme des bananes, du thé et café jusqu'aux crevettes.

Dans le monde entier monte cependant la conscience du fait qu'il faut intégrer les coûts écologiques de production dans le revenu national. Mais à quoi servirait-il de le faire dans les pays en voie de développement si les riches et puissants consommateurs existant dans le monde ne sont pas prêts à payer le vrai prix de leur consommation. Il ne s'agit pas que d'un problème économique mais d'un grand problème politique.

A présent que de 5 à 15% des votes dans les pays occidentaux vont aux Verts, les hommes politiques commencent à prendre sur eux-mêmes, y compris les plus conservateurs et les plus anti-écologistes. Ils tentent de se présenter eux-mêmes comme sensibles à ces problèmes pour capter le vote vert. Il est vrai que pour beaucoup parler des problèmes mondiaux d'environnement peut permettre de détourner l'attention de ceux qui se posent chez eux. Les dirigeants du tiers monde comme ses écologistes doivent être en garde contre ces politiciens prêts à verser des larmes de crocodile.

Ils doivent insister sur le fait qu'en matière d'environnement aussi on ne peut placer sur le même pied les riches et les pauvres de la planète. Nous aussi nous croyons que le monde est un et d'ailleurs si l'on parle des climats, il est également important de soulever le problème de la désertification, la dégradation de la terre et de l'eau, la détérioration des terres de l'échange des produits de la biomasse. L'agenda des problèmes d'environnement doit être global mais la façon dont cet agenda est cadré par les Occidentaux doit être discutée. L'agenda lui-même devient de la politique. Une citoyenneté globale demande une prise en charge et un partage globaux.

Les hommes politiques du tiers monde ne peuvent plus se permettre de mal négocier ou à bon marché souvent par ignorance des problèmes alors que les dirigeants des sept pays les plus industrialisés le G7 discutent très régulièrement des questions écologiques. Aux dirigeants du tiers monde de faire preuve d'imagination. Pourquoi ne se réuniraient-ils pas tous ensemble dans un forum international pour comprendre les problèmes et présenter leurs conclusions et propositions. a eux de gagner la sympathie et le soutien de ceux qui en Occident ont une sensibilité écologique et tout particulièrement la jeunesse de ces pays. S'ils présentent quel pourrait être selon eux la conception d'un futur soutenable, il leur est possible de gagner les esprits et les cœurs tant dans le tiers monde lui-même que dans les pays développés. S'ils ne le font pas, ils permettront que le monde qu'on nous prépare soit toujours aussi dur et truqué pour les pauvres qui n'y auront pas leur place. **M**

L'impact
des médias
occidentaux